

ARRÊTÉ n° 2026-DCAT-BEPE- 125

du 25 MARS 2026

abrogeant l'arrêté 2025-DCAT-BEPE-295 du 28 août 2025 mettant en demeure la société Cyclamen SAS, dont le siège social est situé 101 traverse de l'Escoutaire à Clapiers (34830) de respecter les prescriptions applicables aux activités de la société Cyclamen SAS, exploitée RD662 Lieu-dit Bannstein à Eguelshardt (57230)

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire-général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-DLP/BUPE-10 du 12 janvier 2022 autorisant la société Cyclamen SAS à exploiter sur le territoire de la commune d'Éguelshardt une installation de tri de métaux ;
- Vu** l'arrêté préfectoral 2025-DCAT-BEPE-295 du 28 août 2025 mettant en demeure la société Cyclamen SAS de respecter les prescriptions applicables aux activités de la société Cyclamen SAS, exploitée RD662 Lieu-dit Bannstein à Eguelshardt (57230) ;

Vu le rapport du 20 mars 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que la prescription visée par l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°2022-DLP/BUPE-10 du 12 janvier 2022 est respectée ;

Considérant que la prescription visée par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 est respectée ;

Considérant ainsi que la mise en demeure susvisée peut être levée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 :

L'arrêté préfectoral 2025-DCAT-BEPE-295 du 28 août 2025 mettant en demeure la société Cyclamen SAS de respecter les dispositions de l'article l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022 en ce qui concerne la conformité des conditions d'exploitation prévues au dossier de demande d'enregistrement et de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 en ce qui concerne les consignes d'exploitation pour son installation de tri de métaux située sur la RD 662 – lieu-dit Bannstein sur la commune de Eguelshardt, est abrogé.

Article 2 : Délais et voies de recours :


Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Cyclamen SAS et dont copie est adressée au sous-préfet de Sarreguemines et au maire de Eguelshardt.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Jérôme Seguy